# POUVOIR OUVRIER

N° 95 — Février 1969

Mensuel — Prix 1 F.

# Tchécoslovaquie

**La récupération officielle du cadavre de Jan Palach, l'étudiant qui s'est suicidé par le feu, a permis au gouvernement tchécoslovaque de sauver encore une fois la face. Mais les appels au calme qu'il adresse sans arrêt aux étudiants comme aux ouvriers s'accompagnent de plus en plus de menaces contre les « extrémistes ».**

**L'aile libérale de la bureaucratie au pouvoir est prise entre deux feux. D'un côté la pression russe, de l'autre la poussée des étudiants et des travailleurs qui refusent à la fois le « compromis » imposé par Moscou et le blocage politique envisagé par l'appareil du parti dans le style hongrois ou polonais.**

**Alors qu'au printemps dernier, les ouvriers s'étaient d'abord tenus à l'écart de la libéralisation déclenchée d'en haut, leur intervention s'est accentuée à mesure que se déroulaient les événements de l'été et de l'automne. Méfiants face à des réformes qui visaient à renforcer le poids de la bureaucratie « technocratique » (directeurs, spécialistes, organisateurs) tout autant qu'à sortir l'économie de la situation catastrophique où l'avaient plongé des années de stalinisme, les travailleurs ont rapidement su profiter de la brèche ouverte pour mettre en avant leurs propres revendications. Dès le mois d'avril des grèves éclataient ici et là pour exiger la destitution de certains directeurs et responsables dans les entreprises. C'est peu après qu'apparaissaient les premiers conseils ouvriers dont la constitution avait été décidée par le gouvernement.**

**L'intervention russe de l'été provoquait un regroupement de toute la population derrière le gouvernement. Mais le mouvement ouvrier s'affirme progressivement au cours de l'automne. Intervenant sur le terrain politique contre les « collaborateurs » et les « vieux bureaucrates », les travailleurs appuient la grève des étudiants de novembre, menacent de déclencher la grève générale si les Russes obtiennent le départ de Smrkovsky (président du Parlement), arrêtent le travail par solidarité avec les journalistes en lutte contre la censure. En même temps, ils s'opposent à la dissolution, envisagée par le gouvernement, des conseils ouvriers déjà constitués. Il semble, en effet, que les ouvriers, d'abord sceptiques devant ces organismes tombés d'en haut, y aient vu par la suite un moyen de regroupement face à l'appareil de la bureaucratie.**

**Au sommet cependant, les dirigeants plient sous la pression russe. En octobre, le gouvernement signe le protocole sur le stationnement des troupes étrangères, reconnaissant ainsi le fait de l'occupation. En novembre, le comité central condamne les « excès » de la démocratisation depuis le début de l'année. Le divorce entre les dirigeants et les masses s'accentue. Le suicide de Jan Palach oblige le gouvernement à reculer provisoirement pour tenter de contrôler les réactions de la population : la censure est de nouveau pratiquement abolie, on réclame le départ des troupes russes.**

**Quelles initiatives va prendre maintenant la bureaucratie du Kremlin ?**

**Une nouvelle intervention des troupes du pacte de Varsovie aurait des conséquences bien plus graves que l'intervention de l'été dernier, aussi bien en Tchécoslovaquie que dans tout le bloc bureaucratique et dans les partis communistes des autres pays. La bureaucratie russe préférerait donc que l' « Ordre » soit rétabli par la bureaucratie tchécoslovaque elle-même. Celle-ci hésite encore.**

**Les étudiants et les travailleurs tchécoslovaques se trouvent dans une situation extrêmement difficile. Seuls, ils ne peuvent pas vaincre, et ils le savent.**

**Les événements de Tchécoslovaquie ont eu un écho certain dans les pays de l'Est. Si cet écho s'amplifiait, si les travailleurs, les étudiants, les intellectuels de ces pays parvenaient à manifester ouvertement leur opposition à l'intervention, si, à leur tour, ils se mettaient en mouvement, la bureaucratie devrait reculer en Tchécoslovaquie : la voie vers le socialisme, bloquée depuis l'écrasement de l'insurrection hongroise de 1956, s'ouvrirait de nouveau en Europe de l'Est. Dans le cas contraire, la Tchécoslovaquie risque de retomber, que ce soit après un écrasement brutal opéré par des moyens militaires ou par un renforcement progressif de la répression politique et policière, dans la situation où se trouvent aujourd'hui des pays comme la Hongrie et la Pologne.**

**Ne laissons pas les bourgeois occidentaux utiliser les événements de Tchécoslovaquie pour vanter les « mérites » de la démocratie capitaliste !**

**Les organisations révolutionnaires qui dénoncent l'intervention américaine au Vietnam, qui se réclament de l'internationalisme doivent organiser des actes de protestation contre l'intervention russe en Tchécoslovaquie.**

# LE VIETNAM ET LA REVOLUTION PERMANENTE

De « L'Humanité » à « Rouge », l'accord est total sur ce point : une société socialiste est en voie de construction au Nord-Vietnam sous la direction du parti communiste vietnamien. Le Sud-Vietnam, à son tour, ne manquera pas de prendre le même chemin une fois bouté dehors l'impérialisme américain.

La lutte contre l'intervention américaine, la dénonciation du gendarme U.S.A. sont ainsi liées à la défense et aux progrès du camp soi-disant socialiste.

De même que nous avons soutenu la lutte pour l'indépendance de l'Algérie, nous soutenons le combat que le peuple vietnamien, après sa victoire partielle sur l'impérialisme français, mène avec obstination contre l'impérialisme américain et ses alliés.

Combattre l'impérialisme, soutenir les luttes d'émancipation des peuples du Tiers Monde, c'est militer pour la révolution mondiale. Mais définir le contenu social réel de ces luttes, examiner le cadre économique, social et politique dans lequel elles se déroulent, constater leurs limites et prévoir les conditions qui peuvent leur permettre de les franchir, identifier les classes et les forces politiques qui y interviennent, ne pas confondre socialisme et étatisation, voilà qui est tout aussi important si l'on veut comprendre *ce qui se passe réellement* et, à partir de là, *savoir ce qu'on doit faire*.

Le regrettable article publié récemment par « Rouge » à propos du Vietnam n'aidera personne à comprendre quoi que ce soit (1). Que les envoyés spéciaux de « l'Humanité » à Hanoï voient dans la coopération paysanne et l'industrie étatisée la preuve irréfutable du socialisme au Vietnam, de même qu'ils la voient en Tchécoslovaquie ou en URSS, voilà qui est parfaitement normal. Que les camarades de « Rouge » prétendent démontrer la réalisation concrète au Vietnam de la théorie de la révolution permanente de Trotsky à l'aide de citations (et quelles citations !) de Le Duan, secrétaire du P.C. vietnamien, voilà qui d'emblée paraît déjà anormal, d'autant plus étrange d'ailleurs que le même Le Duan se félicite de l'élimination... « des trotskystes provocateurs et saboteurs » (2).

## LA REVOLUTION PERMANENTE ET LA DICTATURE DU PROLETARIAT

La théorie de la révolution permanente peut se résumer ainsi :

**1) La bourgeoisie des pays arriérés, et en particulier des pays coloniaux et semi-coloniaux, n'est pas capable de réaliser les tâches**

(suite page 2)

(1) « Victoire pour le Vietnam » (**Rouge** n° 8).

(2) Le Duan : « La révolution vietnamienne à la lumière du marxisme-léninisme » (**Partisans** n° 40, jan.-fév. 68). ROUGE cite « Sur la révolution socialiste au Vietnam », receuil de conférences et d'interventions de Le Duan publié à Hanoï. Ce livre, dont la lecture nous a rappelé la littérature stalnienne de la grande époque, est très difficile à trouver en France actuellement. C'est pourquoi nous préférons nous référer ici à l'article de Le Duan paru dans **Partisans**, que tous nos lecteurs peuvent acheter, et où se trouvent parfaitement exposées les vues de son auteur sur le « socialisme » au Vietnam.

# LE MOUVEMENT ETUDIANT CHERCHE SA VOIE

La rentrée de janvier avait eu lieu tout de même. Les cours avaient repris secteur par secteur, département par département, discipline par discipline. Le gouvernement respirait.

Tout à coup, les choses se gâtent : incidents et manifestations à Caen, à Besançon, à Vincennes, à la Sorbonne, grèves des cours ici et là, l'agitation se répand dans les lycées. La presse dénonce « les enragés », « l'Humanité » enrage contre les « gauchistes ».

Les raisons de l'agitation sont pourtant claires : conditions de travail des étudiants et problème des libertés politiques.

## LES CONDITIONS DE LA RENTREE ET LA PARTICIPATION

La réforme Edgar Faure commence à être appliquée aux étudiants de première année, pour lesquels il n'y a plus ni cours magistraux, ni spécialisation. Les étudiants pourront suivre outre les cours de l'enseignement principal, ceux des options qu'ils auront choisies. Mais ce système impose le contrôle continu des connaissances, par conséquent l'assistance obligatoire aux cours ; dix « unités de valeur » en une année imposent à l'étudiant au moins 20 heures de travaux pratiques par semaine, ce qui défavorise les étudiants qui travaillent ; pour eux l'examen traditionnel sera maintenu.

Pour les étudiants autres que ceux de première année, les cours se déroulent comme avant mai. A la Faculté de Droit, le P.A.N. (ex-comité de grève) dénonce les conditions lamentables de la rentrée. Cette situation n'est pas particulière à la Faculté de Droit. On la retrouve dans toutes les autres sections : en Lettres, en Sciences, en Médecine, ainsi qu'en province (voir, par exemple, les incidents de la Faculté des Lettres de Lyon). Un grand nombre de cours et de travaux pratiques ne peuvent pas être assurés par manque de professeurs et par manque de locaux et de matériel. Beaucoup d'étudiants, surtout en première année, se retrouvent à 150 dans leurs travaux pratiques ; des examens sont maintenus alors qu'il n'y a pas de cours qui s'y rapportent.

Or, selon le ministre, la réforme ne peut « réussir » sans un minimum de conditions matérielles : « Il faut maintenant obtenir davantage de postes d'enseignants ; la réforme de l'enseignement et le développement des expériences pédagogiques accroissent la demande de professeurs », déclare Edgar Faure. Pourtant, les crédits de l'Education Nationale viennent d'être réduits de 1 % dans le cadre des mesures d'austérité. Le problème paraît peu soluble.

Les élections aux conseils de gestion vont avoir lieu dans peu de temps. Elles ne seront pas précédées d'un débat en assemblée générale d'étudiants. Les représentants élus ne seront pas contrôlés par les étudiants ; ils se trouveront à la discrétion des instances supérieures du Ministère, qui seules auront pouvoir de décision. D'autre part, le mode d'élection même de ces conseils, où les représentants étudiants seront minoritaires, consacre la séparation entre enseignants et étudiants et les divisions catégorielles au sein du corps enseignant. Il y aura, en effet, non seulement un collège étudiant distinct du collège enseignant, mais à l'intérieur même de ce dernier un collège d'assistants et de maîtres assistants séparé de celui des professeurs.

D'autre part, l'autonomie des facultés étant étroitement liée à l'aide que peut accorder chaque région, cette autonomie favorisera, ne serait-ce que par le biais de la représentation des

(suite page 5)

# LE VIETNAM ET LA REVOLUT

SUITE DE LA PAGE 1

de la révolution démocratique bourgeoise : destruction des rapports sociaux semi-féodaux à la campagne, élimination des survivances féodales dans la vie familiale et culturelle, libération nationale, constitution d'un Etat démocratique. Pour opérer une telle révolution, la bourgeoisie devrait se mettre à la tête des masses paysannes opprimées. Or, elle est liée à la grande propriété foncière et aux couches parasitaires constituant l'armature de l'Etat.

Par conséquent, les seules classes sociales pouvant réaliser véritablement les tâches démocratiques sont la paysannerie et le prolétariat. L'alliance de la paysannerie et du prolétariat balaiera toutes les anciennes classes dirigeantes, y compris la bourgeoisie libérale.

Mais la paysannerie ne peut pas avoir un rôle indépendant et encore moins dirigeant : « Le paysan suit l'ouvrier ou le bourgeois ». Lors d'événements décisifs, les couches supérieures de la paysannerie s'allient à la grande bourgeoisie, tandis que ses couches inférieures s'allient au prolétariat ; les couches moyennes sont obligées de choisir entre les deux forces.

Le rôle dirigeant est donc exercé par le prolétariat. Cela signifie que : « la victoire de la révolution démocratique n'est concevable qu'au moyen de la dictature du prolétariat qui s'appuie sur son alliance avec la paysannerie ».

La dictature du prolétariat ne s'arrête pas aux tâches de la révolution démocratique, mais est obligée de s'attaquer à la propriété bourgeoise. Elle se transforme en révolution socialiste et devient ainsi une *révolution permanente*.

2) La révolution socialiste elle-même se caractérise par une transformation continuelle de tous les rapports sociaux. Les bouleversements dans tous les domaines, les chocs entre les différents groupes sociaux, les explosions de la guerre civile et des guerres extérieures interdisent à la société d'arriver à un stade d'équilibre. « En cela se révèle le *caractère permanent* de la révolution socialiste elle-même ».

3) La révolution socialiste ne peut pas rester limitée au cadre national. Si la dictature du prolétariat reste isolée dans un seul pays, elle finira par succomber, victime des contradictions intérieures et extérieures. Elle ne peut être qu'un maillon de la révolution internationale. « La révolution internationale, malgré ses reculs et ses reflux provisoires, représente un *processus permanent* ».

Y a-t-il eu au Vietnam, comme l'expliquent les camarades de « Rouge », réalisation concrète de la théorie de la révolution permanente ?

Pour Trotsky, la clef de voûte de la révolution permanente est la dictature du prolétariat. Sans elle, non seulement toute transformation socialiste est impossible, mais la victoire de la révolution démocratique est elle-même inconcevable. Et Trotsky rejette catégoriquement toute autre solution intermédiaire. Il rejette en particulier la formule de la « dictature démocratique des ouvriers et des paysans », car une telle formule obscurcit le rôle dirigeant du prolétariat et ne peut aboutir qu'à la défaite. C'est là le sens de son combat politique contre le stalinisme tel qu'il l'expose dans son livre « La révolution permanente ».

Si l'on met en avant la théorie de la révolution permanente, la première question qui surgit est donc bien celle de la dictature du prolétariat.

Y a-t-il une dictature du prolétariat au Nord-Vietnam ? Oui, répondent les camarades de « Rouge » : voyez ce que dit le stalinien Le Duan !

Faut-il donc croire un stalinien sur parole ? Fallait-il croire Staline quand il parlait de la dictature du prolétariat en URSS alors qu'il s'agissait de la dictature de la bureaucratie ?

Examinons pourtant ce que dit Le Duan. Que dit-il au sujet de la dictature du prolétariat ? RIEN, sauf qu'elle existe. Et en quoi existe-t-elle ? Parce que le parti communiste est au pouvoir ! En effet, la description qu'il donne du processus révolutionnaire déclenché en Indochine ne fait nullement apparaître le prolétariat comme force dirigeante de la révolution. C'est la lutte d'une armée de guérilleros paysans dirigée par les cadres du parti communiste qui aboutit à la prise du pouvoir et à la fondation de ce qu'il appelle un « Etat ouvrier et paysan ».

La dictature du prolétariat ne peut avoir qu'un sens : la classe ouvrière au pouvoir. Mais le prolétariat peut-il détruire l'ancien Etat, même en s'appuyant sur un vaste mouvement de révolte paysanne, sans créer ses propres organismes de lutte et de pouvoir (soviets, conseils ?) Peut-il exercer ensuite ce pouvoir, c'est-à-dire gérer l'économie et les affaires politiques, organiser la conduite de la guerre révolutionnaire si de tels organismes n'existent pas ? En l'absence d'organismes de ce type, comment peut-il intervenir en tant que force autonome dans le processus de la révolution ?

La seule réponse affirmative à ces questions est la réponse stalinienne : la dictature du prolétariat c'est la dictature du parti communiste.

On sait qu'en Russie le dépérissement des soviets et des conseils de fabrique, le monopole de fait du pouvoir par le parti bolchévik ont marqué le début de la dégénérescence de la révolution.

Mais, au Vietnam, on ne peut même pas parler de révolution prolétarienne dégénérée. Le parti communiste n'a pas été porté au pouvoir par une révolution prolétarienne s'appuyant sur l'insurrection paysanne. Il l'a conquis à la tête d'une armée paysanne qui, en même temps qu'elle libérait le pays des troupes de l'impérialisme français, brisait le féodalisme agraire et ses alliés. Mais cette armée populaire qui accomplissait ainsi, d'une certaine manière, les tâches d'une révolution démocratique, liquidait simultanément dans les villes les éléments prolétariens, les trotskystes en particulier, qui tentaient d'organiser les ouvriers comme force politique autonome, qui mettaient en avant l'idée du rôle dirigeant de la classe ouvrière.

Il est donc parfaitement abusif de parler de réalisation pratique de la théorie de la révolution permanente au Vietnam alors que la clef de voûte de cette théorie — la dictature du prolétariat — n'existe pas.

La révolution vietnamienne, comme la révolution chinoise et plus généralement le déroulement concret du mouvement d'émancipation des peuples du Tiers Monde au cours des dernières décades, font surgir un ensemble de problèmes qui exigent de réexaminer la théorie de la révolution permanente. Car, en effet, où trouver la réponse aux questions suivantes : comment se fait-il que, sans dictature du prolétariat, les objectifs de la révolution démocratique bourgeoise aient été réalisés en Chine et au Nord-Vietnam ? Que, sans dictature du prolétariat, la propriété privée ait été pratiquement éliminée ou soit en voie de l'être, que le développement économique se fasse principalement sur la base de l'étatisation ? Quelles sont les forces sociales et politiques qui procèdent à une telle transformation révolutionnaire ?

## DES REVOLUTIONS PAYSANNES SOUS DIRECTION BUREAUCRATIQUE REALISENT LES TACHES DE LA REVOLUTION BOURGEOISE

Au Vietnam, c'est une armée paysanne dirigée par les cadres du P.C. qui a commencé à s'organiser dans la lutte contre les occupants japonais et français au cours de la deuxième guerre mondiale. C'est cette armée populaire qui a constitué l'ossature du régime instauré en août 1945. L'apparition et le développement de cette armée ont été à la fois l'expression des révoltes agraires, de l'opposition à la domination étrangère et d'une transformation sociale des couches petites-bourgeoises. Celles-ci, faute de pouvoir se développer comme classe bourgeoise, ont pris la tête du mouvement paysan se constituant en appareil politico-militaire. Elles ont trouvé dans l'idéologie stalinienne le modèle d'une restructuration de la société leur permettant de jouer le rôle dirigeant qu'elles n'avaient pas pu assumer dans le cadre féodal-bourgeois. Le parti communiste, replié à la campagne, a constitué le noyau autour duquel s'est organisé, au cours même des combats de libération nationale, cette nouvelle couche dirigeante. Celle-ci s'est développée en s'amalgamant des éléments d'origine très diverse : un petit nombre d'ouvriers ayant quitté l'usine pour le maquis, des cadres paysans en proportion beaucoup plus forte et enfin des étudiants et des intellectuels qui, en raison même de leur niveau culturel plus élevé, ont été amenés à jouer un rôle de plus en plus grand à mesure qu'il a fallu administrer des régions plus vastes, puis des villes.

Un processus du même type s'est accompli en Chine.

Dans ces deux pays, c'est un régime bureaucratique qui s'est substitué à la bourgeoisie impotente pour accomplir les principales tâches de la révolution démocratique. Un appareil politico-militaire s'est affermi d'abord au cours de la lutte pour l'indépendance nationale. Profitant de l'ébranlement provoqué par la guerre et porté par la vague paysanne, il s'est attaqué aux anciens rapports sociaux qui entravaient la croissance des forces productives. Puis, passant progressivement à l'étatisation des moyens de production, l'appareil dirigeant de la révolution a assujetti la nation toute entière à la tâche de construire une civilisation industrielle.

Qu'est-ce qui a poussé la bureaucratie dans la voie de l'industrialisation ?

La domination de la bureaucratie dans les pays sous-développés ne peut se consolider que sur la base d'un élargissement aussi rapide que possible de la richesse nationale.

Libération nationale et révolte agraire sont les deux facteurs décisifs commandant l'ouverture de ce processus d'industrialisation.

La rupture avec le capitalisme étranger dominant est la condition de l'indépendance nationale. Cela signifie, entre autres choses, la prise en charge des sociétés étrangères installées dans le pays, qui sont souvent les seules entreprises importantes. Il s'ensuit la nécessité de créer dans le pays lui-même tout l'environnement technique et commercial qui se trouve le plus souvent à l'extérieur.

La rupture avec l'ancienne puissance impérialiste dominante entraîne, d'autre part, la nécessité de créer un important appareil de défense et de créer par là même les industries nouvelles lui servant de support.

Mais surtout, portée au pouvoir par l'insurrection paysanne, la bureaucratie ne peut pas se limiter à un simple partage des terres qui serait presque toujours le partage de la misère. Sous peine de perdre rapidement son principal soutien, elle est forcée de mettre à la disposition des paysans les outillages, engrais, produits industriels et de consommation dont ils ont besoin. D'où création d'une industrie capable d'assurer ces fournitures, d'où également développement des sources d'énergie, des transports et, à leur tour, des industries nécessaires pour ce développement.

Or, cette croissance de l'industrie exige, dans un pays arriéré, de concentrer au maximum le surproduit accaparable, et l'instrument pour opérer cette concentration maximum est, dans ce cadre de libération nationale et de révolution agraire, l'Etat.

L'industrialisation par la voie étatique constitue donc à la fois le moyen d'élargir la richesse nationale et de consolider la bureaucratie en tant que classe dirigeante.

Pour arracher l'économie au sous-développement, les régimes bureaucratiques, après avoir tranché les liens avec l'impérialisme, ont été poussés à réaliser une formidable transformation sociale. Mais le nouvel Etat, les nouveaux mécanismes politiques et économiques échappent complètement au contrôle de la population travailleuse dont on exige pourtant une somme beaucoup plus forte de travail. Réalisant dans une large mesure les aspirations de la paysannerie, du moins dans une première étape, le nouveau régime n'élève le niveau de vie, le niveau technique et culturel qu'en fonction des besoins d'une industrialisation au cours de laquelle se constitue peu à peu une nouvelle classe dirigeante. De ce point de vue, on peut constater des différences considérables entre la Chine et le Nord-Vietnam d'une part, où cette classe n'est qu'en voie de formation, où les ressources globales disponibles limitent encore sévèrement les privilèges, et l'URSS d'autre part, où la classe bureaucratique s'est consolidée depuis longtemps. Mais ces différences, aussi importantes soient-elles, ne modifient pas fondamentalement le rôle social et politique de la bureaucratie dirigeante, qui est le même dans les trois pays.

Le passage d'une société « féodale-bourgeoise » à une société en voie d'industrialisation constitue certes un énorme progrès historique. Cela ne signifie pourtant ni que le nouveau régime est une société de transition vers le socialisme ni que l'étape bureaucratique est inévitable.

## LE SOCIALISME AU NORD-VIETNAM ?

Le nouveau régime n'est pas la dictature du prolétariat. Cependant, ne peut-on pas envisager que la bureaucratie politico-militaire soit objectivement contrainte de prendre des mesures socialistes, se substituant ainsi à un prolétariat encore très faible ?

Les régimes bureaucratiques se disent eux-mêmes socialistes. Mais l'idée qu'une société se fait d'elle-même n'exprime pas forcément la réalité des rapports sociaux existants.

« La révolution socialiste au Nord-Vietnam opère la synthèse de trois processus révolutionnaires : 1) révolution des rapports de production ; 2) révolution technique et scientifique ; 3) révolution culturelle et idéologique », écrit Le Duan.

C'est ce que « Rouge » appelle « un processus de révolution permanente selon trois axes ».

Mais quel est le contenu de ces trois révolutions ?

Pour le P.C. vietnamien, la révolution des rapports de production c'est, d'une part, le remplacement de la propriété individuelle par la coopération agricole et, d'autre part, le remplacement de l'industrie privée par l'industrie étatisée.

Il y a là, certes, un changement de *la forme de la propriété*. Mais qu'en est-il *des rapports de production*, dans l'industrie par exemple ? Le rapport entre le salarié ne possédant que sa force de travail et l'employeur (privé ou étatique) disposant des moyens de production est-il bouleversé ? Qui dispose du surproduit ? Qui détermine sa répartition ? Qui dirige réellement l'activité productrice ? L'Etat. Mais qui est l'Etat ? L'Etat est pratiquement dans les mains d'une couche grandissante de spécialistes qui dirigent le parti et l'armée, l'administration, les entreprises et les coopératives.

Révolution technique et scientifique. Créer une industrie moderne, transformer une économie essentiellement basée sur le travail manuel en une économie hautement mécanisée, instaurer une nouvelle division du travail en vue d'opérer une répartition rationnelle de la force de travail dans l'agriculture et entre les différentes régions et de fournir suffisamment de main-d'œuvre au développement de l'industrie. En quoi cette révolution présente-t-elle des traits spécifiquement socialistes ? N'est-ce pas plutôt la révolution industrielle tout court ?

Révolution idéologique et culturelle : liquider l'ignorance, élever le niveau culturel... transformer les mœurs et coutumes arriérées... De quoi s'agit-il ? De former des hommes capables de faire fonctionner les moyens de production modernes, de les doter en même temps d'une « moralité socialiste », c'est-à-dire d'une idéologie justifiant les fonctions qu'ils accomplissent et la place qu'ils occupent dans la société.

Sortir du sous-développement, atteindre le niveau des sociétés industrielles, telle est la tâche que le régime nord-vietnamien s'est assignée ; en elle-même, cette tâche n'a rien de socialiste.

## LE PROCESSUS HISTORIQUE NE S'ARRETE PAS

La théorie de la révolution permanente ne prévoyait que deux issues pour les pays arriérés : le maintien de la domination des grands propriétaires et de la bourgeoisie ou bien la dictature du prolétariat s'appuyant sur la révolte de la paysannerie. La première solution signifiait la permanence du sous-développement, la deuxième l'accomplissement des tâches démocratiques et le passage au socialisme. Trotsky admettait cependant que certains pays coloniaux puissent ne pas être mûrs pour que le prolétariat soit porté au pouvoir. Dans ce cas : « La lutte pour la libération nationale n'aboutira qu'à des résultats incomplets, dirigés contre les masses travailleuses », écrivait-il.

Mais même dans les pays où les conditions existent pour que le prolétariat prenne la tête du mouvement des masses, la révolution reste un maillon de la chaîne de la révolution internationale. Or, cela ne signifie pas seulement qu'un Etat prolétarien isolé ne peut pas construire le socialisme. Cela signifie également que les conditions de la révolution elles-mêmes ne se réduisent pas à de simples facteurs objectifs : degré de développement du pays, structure de la paysannerie, importance numérique du prolétariat, etc. Le niveau de maturation dépend aussi à la fois de la situation du capitalisme mondial et de celle du mouvement ouvrier international.

Le contenu des luttes, le niveau de conscience et d'organisation de la classe ouvrière des pays avancés a toujours exercé une influence déterminante sur le prolétariat des pays arriérés et coloniaux. Lorsque le mouvement ouvrier a commencé à prendre une certaine importance en Asie et en Amérique latine, ce sont les théories les plus radicales de l'époque — le bolchévisme et l'anarcho-syndicalisme — qui se sont implantées chez les travailleurs. Par la suite, la montée du stalinisme — en particulier lorsque la « lutte antifasciste » et le « front national » remplacèrent l'aventurisme de la troisième période de l'I.C. — aboutit à l'affaiblissement politique des travailleurs de ces pays, au désarmement idéologique des avant-gardes révolutionnaires et à leur subordination de fait aux mouvements nationalistes.

Alors que le capitalisme surmontait la grande crise et la deuxième guerre mondiale sans pro-

# ION PERMANENTE

voquer de révolution dans les nations industrialisées, que le stalinisme bloquait pendant de longues années la progression de la théorie et de la pratique révolutionnaires, que le prolétariat des pays avancés ne se manifestait plus comme force politique autonome, les ouvriers des pays sous-développés pouvaient difficilement atteindre le niveau de conscience et d'organisation qui leur aurait permis de jouer un rôle dirigeant.

Or, la permanence du sous-développement et de l'exploitation par les puissances impérialistes, les effets de la deuxième guerre mondiale intensifiaient les déséquilibres, accentuaient les contradictions, provoquaient de formidables explosions nationales et sociales dans le Tiers Monde. La société ne pouvait pas rester immobile en attendant que le prolétariat se montre capable de remplir « sa mission historique ». C'est ainsi que, dans ce contexte, d'autres forces sociales — paysannerie, petite-bourgeoisie — finissaient par se donner une direction politico-militaire bureaucratique qui allait leur permettre de trancher le nœud du sous-développement.

C'est ce qui est arrivé en Chine et au Nord-Vietnam sous l'égide du parti communiste.

Mais dans d'autres zones sous-développées également, quoique de manière très différente, la pression des classes et des groupes sociaux opprimés par l'impérialisme et par les couches parasitaires indigènes tendait à faire éclater les anciennes structures. En Algérie et en Egypte par exemple, la lutte pour l'indépendance nationale a pris dès la fin de la guerre mondiale un contenu social évident : les paysans pauvres réclament la terre ou des crédits, la supression des usuriers, les travailleurs revendiquent des meilleures conditions de vie, tandis que des groupes souvent issus de la petite bourgeoisie (cadres de l'armée, intellectuels, techniciens, fonctionnaires) veulent assumer les tâches de modernisation, de développement national, voient dans l'appareil d'Etat le seul instrument capable d'opérer les transformations nécessaires.

Dans ces derniers pays, il est vrai, des conditions objectives telles que la structure de la paysannerie et surtout l'absence d'un parti communiste tant soit peu important, ont empêché un approfondissement de l'aspect social de la lutte pour l'indépendance nationale. Les anciens raports semi-féodaux n'ont été qu'incomplètement extirpés, la réforme agraire n'a pas été poussée jusqu'au bout, la coopération agricole en est restée à un stade presque expérimental. Alors que l'industrialisation est lente et difficile, que le surproduit disponible reste très modeste et toujours insuffisant, la couche bureaucratique qui domine l'Etat et l'économie s'est arrogée des privilèges exorbitants et subit la gangrène d'une corruption effrenée.

Il n'en reste pas moins que ces pays non plus ne sont pas restés figés, immobiles, et que pourtant le processus de la révolution permanente n'y a pas eu lieu.

L'histoire des dernières décennies a montré ainsi clairement que la réalisation de la révolution permanente ne pouvait pas être envisagée de façon mécanique, par une sorte d'automatisme de l'histoire.

Si le prolétariat ne prend pas la tête des mouvements d'émancipation nationale et sociale des masses du Tiers Monde, le processus historique ne s'arrête pas pour autant. D'autres forces sociales tentent de faire éclater les anciens rapports, de couper les liens avec l'impérialisme et de s'arracher au sous-développement par l'auto-création de capital que facilite l'étatisation de l'économie.

Le régime bureaucratique auquel de tels mouvements peuvent aboutir n'a rien à voir avec la dictature du prolétariat et encore moins avec le socialisme. Ce régime ne peut, tout au plus, que réaliser à sa manière les principales tâches de la révolution bourgeoise.

## LA MULTIPLICATION DE NOUVEAUX ETATS BUREAUCRATIQUES SE HEURTE DESORMAIS A DE GRANDS OBSTACLES

L'instauration de nouveaux régimes bureaucratiques dans les pays arriérés se heurte désormais à des difficultés bien plus grandes que par le passé.

La crise du stalinisme, en effet, se traduit dans ces pays non seulement par des divergences et des scissions dans les partis communistes, mais encore par une remise en cause, dans les milieux révolutionnaires, de l'idéologie bureaucratique elle-même. Il est vrai que celle-ci peut se présenter sous des formes sensiblement différentes — dont le maoïsme n'est qu'une variété — mais il n'en reste pas moins que le mortier idéologique qui pourrait lier les différents groupes et classes sociales non prolétariens et cependant directement intéressés à la liquidation des anciennes structures et au rejet de la domination impérialiste, ce mortier idéologique n'a ni la teneur ni la consistance nécessaires.

Mais la crise du stalinisme en tant qu'idéologie n'est, dans une large mesure, que la conséquence de la crise qui ébranle les pays dits socialistes. Aux prises avec les tendances centrifuges qui fissurent le bloc dont elle assume la direction, la bureaucratie du Kremlin, soumise elle-même aux pressions divergentes des groupes et classes composant la société russe, n'est pas en mesure d'apporter un soutien efficace à la formation de nouveaux états bureaucratiques dans le Tiers Monde. Il ne s'ensuit pas que l'U.R.S.S. soit prête à soutenir les U.S.A. — comme l'en accusent les Chinois — ou même à rester passive. La coexistence pacifique n'exclut pas d'exercer des pressions sur le concurrent américain, ne serait-ce que pour annuler les pressions de celui-ci, comme le prouve l'aide économique et militaire russe à l'Inde, aux pays arabes et surtout au Nord-Vietnam, aide qui permet en outre aux dirigeants de Moscou de continuer à se présenter comme les défenseurs des peuples sous-développés. Mais il est bien peu probale que l'U.R.S.S. s'engage désormais dans des entreprises de subversion anti-américaine, en Amérique latine par exemple.

Dans ces conditions — crise du stalinisme crise du bloc bureaucratique, suprématie stratégique des U.S.A. — la voie vers la multiplication d'états de type bureaucratique dans le Tiers Monde apparaît beaucoup plus étroite sinon définitivement fermée.

## LA VOIE REVOLUTIONNAIRE EST OUVERTE

Cette modification du rapport des forces mondial ne barre pas pour autant la voie révolutionnaire, tout au contraire. Il est vrai que la situation varie énormément d'un pays à l'autre : degré d'indépendance vis-à-vis de l'impérialisme, degré d'accomplissement des transformations agraires, degré et forme de développement de l'industrie. Mais dans chaque pays les contradictions de classes émergent ou s'accentuent, les idéologies nationalistes ou les multiples variantes du « socialisme national » révèlent leur véritable fonction sociale. Alors que dans les pays bourgeois arriérés les luttes de classes secouent les régimes en place, dans les états bureaucratiques ou pseudo-bureaucratiques l'opposition des producteurs à la classe qui monopolise la direction de l'Etat et de l'économie se renforce et commence déjà ici et là à se manifester ouvertement.

La lutte d'émancipation des masses opprimées du Tiers Monde est aujourd'hui un puissant facteur de déséquilibre du système capitaliste mondial ; en même temps, en découvrant le véritable visage de l'impérialisme, elle contribue à développer les ferments révolutionnaires dans les pays avancés.

Mais le processus de la révolution permanente ne peut pas se réaliser dans le Tiers Monde séparément du prolétariat des pays avancés. Si la classe ouvrière des pays industrialisés est absente du terrain politique, le prolétariat des pays arriérés ne se trouve pas en mesure d'assumer la direction du mouvement des masses et la révolution n'aboutit pas ou bien elle aboutit — ce que Trotsky n'avait pas pu prévoir — à l'instauration de régimes bureaucratiques ou pseudo-bureaucratiques qui *s'opposent, par nature,* à toute transition vers le socialisme.

C'est pourquoi le sort des révolutions dans le Tiers Monde dépend avant tout du développement de la lutte de classes dans les nations industrialisées.

Cela ne signifie pas, bien entendu, que les travailleurs des pays arriérés devraient se borner à attendre la remontée de la courbe du mouvement ouvrier en Europe ou aux Etats-Unis.

Mais il serait vain d'espérer une transformation qualitative — vers le socialisme — des mouvements des masses du Tiers Monde si le mouvement ouvrier des pays capitalistes développés ne dépassait pas son stade actuel.

Par contre, si la classe ouvrière de ces pays devient une force politiquement organisée et se donne des objectifs socialistes, ce changement qualitatif, en redonnant vie à une théorie et à une pratique révolutionnaires, et en affaiblissant par là même l'impérialisme, aura des répercussions énormes sur le prolétariat des pays sous-développés. Celui-ci pourra alors atteindre le niveau de conscience et d'organisation politique qui lui permettra, en se détachant à la fois des partis petits-bourgeois et des appareils bureaucratiques en place ou en formation, d'agir comme force autonome pour se poser enfin en dirigeant de la paysannerie pauvre et du sous-prolétariat urbain.

***

La révolution vietnamienne n'est pas une révolution prolétarienne. Elle est à la fois une guerre de libération nationale et un mouvement de la paysannerie, de la petite bourgeoisie et des ouvriers qui, sous direction bureaucratique, est parvenu à détruire les anciennes structures semi-féodales et tend à arracher le pays au sous-développement. Dans la mesure où il engage l'économie dans la voie de l'industrialisation, le régime bureaucratique installé au Nord crée les bases objectives d'un rebondissement de la lutte des classes ouvrant une nouvelle phase où le prolétariat pourrait jouer un rôle dirigeant. Cette nouvelle phase, au cours de laquelle les travailleurs se heurteraient inévitablement à l'Etat bureaucratique en place, ne peut cependant se concevoir qu'en liaison avec le développement du mouvement révolutionnaire dans les pays avancés.

En luttant contre l'impérialisme américain et le gouvernement fantoche de Saïgon, le peuple vietnamien combat pour son émancipation nationale, culturelle et sociale. Sa ténacité, sa créativité dans tous les domaines, les sacrifices qu'il consent, montrent que ce combat a déjà libéré des forces qui ne pourront plus tomber en sommeil.

En aidant le peuple vietnamien, les militants savent qu'ils travaillent, à long terme, pour la révolution mondiale. Mais il est indispensable de comprendre aussi que *les objectifs* actuels de la guerre révolutionnaire au Vietnam ne peuvent pas être un exemple pour *les travailleurs* des pays avancés et que l'axe de la révolution mondiale ne passe pas par le Vietnam, mais par les pays industrialisés. C'est ce que les camarades de « Rouge » ne voient pas quand ils prétendent montrer la réalisation pratique de la révolution permanente au Vietnam.

# En Pologne, la bureaucratie frappe les révolutionnaires

En tête du premier contingent d'étudiants accusés d'être les responsables des violentes manifestations du mois de mars 1968, Jacek Kuron et Karol Modzelewski viennent d'être condamnés à plus de trois ans et demi de détention par le tribunal de Varsovie. Déjà emprisonnés en 1965 pour la publication de leur « Lettre ouverte au Parti Ouvrier Polonais », ils comparaissent au titre de : « membres d'un mouvement fondé sur un programme politique, établi par eux, hostile à la République populaire polonaise, visant à fomenter des démonstrations publiques contre l'Etat. »

Le second chef d'accusation, celui d'être affiliés à la IVe internationale n'a pas été retenu, et pour cause ! (1) ce qui expliquerait le décalage entre la peine de huit ans réclamée par le procureur de l'Etat et leurs condamnations effectives.

En fait, l'ampleur des manifestations étudiantes et le soutien qu'elles obtinrent de la jeunesse ouvrière ne permettaient pas à la bureaucratie polonaise d'accréditer la thèse du complot et par suite de juger l'ensemble des personnes arrêtées en un seul procès qui aurait sensibilisé la masse des étudiants et la jeunesse ouvrière.

Cependant, autant que le mobile de manifestation contre l'Etat, apparait la préoccupation de s'attaquer au programme de cette lettre ouverte, dont les points essentiels sont les suivants :

1). Ni la Pologne ni les autres Etats dits socialistes, y compris l'U.R.S.S., n'ont rien à voir avec le socialisme. Les rapports de production existant dans ces pays sont des **rapports d'exploitation.**

Les moyens de production, en effet, sont détenus par la bureaucratie alors que la classe ouvrière ne possède rien d'autre que sa force de travail, qu'elle doit **vendre** à la bureaucratie. La bureaucratie est la **classe dominante.**

La paysannerie subit également l'exploitation : « l'exploitation du paysan est la conséquence de l'exploitation de l'ouvrier et est indissolublement liée aux rapports de production qui règnent dans l'industrie ».

2) La crise internationale du stalinisme à partir de 1950 a abouti en 1956 aux premières révolutions anti-bureaucratiques : Pologne et Hongrie. La bureaucratie hongroise a été sauvée par l'intervention armée russe. En Pologne, la bureaucratie a maintenu son pouvoir par des moyens pacifiques. Pourquoi ? « L'issue de la révolution est déterminée par le combat des deux classes sociales essentielles : la classe ouvrière et la bureaucratie. Les événements de Poznan ont démontré suffisamment clairement que ce sont là les deux forces principales du conflit. L'aboutissement de la révolution est conditionné par l'hégémonie de la classe ouvrière, force anti-bureaucratique la plus puissante et la plus conséquente. Pour que la classe ouvrière soit capable de jouer le rôle dirigeant, elle doit être consciente de ses propres buts et les formuler dans un programme politique ; elle doit organiser — en tant que classe luttant pour le pouvoir — son propre parti (ou ses propres partis) ».

Ainsi la bureaucratie a reconnu ses ennemis de classe en frappant Kuron et Modzelewski qui mettent à nu, par l'analyse marxiste des rapports de production, le caractère d'exploitation des régimes « socialistes », et qui, dans la partie programmatique de leur lettre, affirment que le socialisme ne saurait se définir en aucun cas comme une somme de nationalisations et le monopole du commerce, ou comme l'étatisation de l'économie et la planification, ou bien encore comme la dictature d'un parti mais bien au contraire, comme la dictature du prolétariat organisé de manière autonome en conseils de travailleurs exerçant à la fois le pouvoir politique et la gestion ouvrière de la production.

De même que se posait, depuis la révolution hongroise de 1956, la question : Etes-vous pour ou contre l'action et le programme des ouvriers hongrois ? Etes-vous pour ou contre la constitution de conseils de travailleurs dans tous les secteurs de la vie nationale et la gestion ouvrière de la production ? aujourd'hui se pose aux militants révolutionnaires, l'alternative : êtes-vous pour ou contre l'action et le programme de Kuron et Modzelewski et de leurs camarades **pour une révolution prolétarienne anti-bureaucratique,** pour une démocratie socialiste des conseils ouvriers ayant le pouvoir sur l'ensemble de la vie productive et sociale ?

(1) Il n'est que de lire l'introduction de P. Frank à leur lettre ouverte, bien que publiée aux Editions de la IVe Inter, pour comprendre le fossé qui sépare leur analyse du trotskysme.


**EDITE PAR « POUVOIR OUVRIER »**

— **IMPERIALISME ET BUREAUCRATIE FACE AUX REVOLUTIONS DANS LE TIERS-MONDE.**
(Avec une introduction sur les contradictions du capitalisme)
100 pages — **4 F**

— **LA REVOLUTION RUSSE DE 1917.**
12 pages — **1 F**

— **LA REVOLUTION HONGROISE.**
10 pages — **1 F**

— **LE TROTSKYSME ET L'U.R.S.S.**
10 pages — **1 F**

— **LES GREVES DE CAEN**
10 pages — **1 F**

# OBJECTIFS ET CONTRADICTIONS DU P.C.F.

## (II)

(Voir première partie de cet article dans le numéro 94)

Mai-Juin 68 ont laissé bien des militants du P.C.F., et beaucoup de travailleurs sur lesquels il exerçait son influence, dans un désarroi politique profond. Les contrastes étaient trop grands, les échecs trop lourds. Alors que les étudiants, malgré leur origine sociale, leurs divergences profondes manifestaient une combativité et une imagination réelles, le P.C.F. n'était qu'immobilisme. Alors que les jeunes travailleurs, dont beaucoup n'étaient pas syndiqués, lançaient la grève et les occupations d'usines, les dirigeants de la C.G.T. reculaient devant toute manifestation radicale, n'étaient que hâte à obtenir quelques miettes et exerçaient sur les travailleurs une forte pression pour la reprise du travail. Alors que le pouvoir vacillait, le P.C.F. soldait la grève pour les élections et la C.G.T. cassait l'unité du mouvement pour de maigres résultats.

Alors que, au prix de lourdes compromissions, de longues années de travail avaient semblé rapprocher le P.C. et les partis bourgeois de gauche, la lutte des étudiants, la grève générale et les occupations d'usines sont venues bouleverser les plans des réformistes : lâché sur sa droite comme sur sa gauche, le Parti s'est retrouvé face à ses contradictions.

### ECHEC DES REFORMISTES ?

Le programme politique du P.C. repose sur deux points essentiels : d'une part retour à un parlementarisme démocratique, avec comme but un gouvernement social-démocrate-P.C.F., d'autre part, la nationalisation des secteurs clefs de l'économie. L'incohérence de cette position qui consiste d'une part à affaiblir l'Etat, de l'autre à renforcer son emprise sur l'économie, pose en fait tout le problème de la capacité actuelle du P.C.F. d'accéder au pouvoir par des élections. En effet, la modernisation de l'appareil de production a nécessité non seulement le renforcement du pouvoir de l'Etat et son intervention dans des domaines de plus en plus larges de l'économie, mais aussi un déplacement des centres décisionnels : la multiplication des tâches de l'Etat et les liaisons qu'elles supposent ont fait du parlement un instrument inadéquat ; en fait le pouvoir réel est détenu par une bureaucratie extérieure au parlement et liée au grand capital. La tâche d'adaptation des structures politiques françaises accomplie par le gaullisme, laisse le P.C.F. impuissant : même majoritaire au parlement, il ne pourrait s'opposer à une bureaucratie au service des intérêts de la bourgeoisie.

Certes la liaison des bureaucrates de l'Etat capitaliste et de la bourgeoisie traditionnelle n'est pas sans contradictions : à terme, l'intervention de l'Etat dans l'économie, la masse sans cesse croissante de capitaux qu'elle entraîne, contraindront sans doute le capital d'Etat à prendre en charge des secteurs rentables c'est-à-dire à devenir antagonique au capital privé et à tarir la source de ses profits. Dans cetet perspective, un programme de nationalisations pourrait apparaître rationnel pour le capitalisme. Mais outre que cette perspective est lointaine et que ce passage ne se fera pas graduellement ni sans heurts, actuellement le P.C.F. en peut jouer aucun rôle dans ce processus : en effet, les couches sociales porteuses d'un tel projet (bureaucratie gestionnaire des entreprises, hauts fonctionnaires de l'Etat) ne sont pas touchées pour l'instant par le P.C.F. mais bien plutôt par des partis de type gaulliste.

Cependant, dans une période d'agitation ouvrière, le P.C.F. serait peut-être susceptible de contraindre le capital à l'accepter comme gouvernant ?

A cela, Mai a répondu : la montée de la lutte de classe a laissé le P.C.F. désarmé. Dans une situation où la classe ouvrière affronte directement le capitalisme, où un simple relèvement des salaires ne lui suffit plus, où la prolongation du mouvement signifie son approfondissement vers une contestation globale du capitalisme, le P.C.F. ne pouvait rien offrir : ni l'aménagement du capitalisme, ni l'accession à une société bureaucratique. En ce qui concerne le premier objectif, sa paralysie provient de l'évolution même du capitalisme : la marge de manœuvre réduite de la bourgeoisie qui limite les possibilités immédiates de fortes augmentations de salaires, l'intégration du capitalisme français dans l'ensemble plus vaste de l'Europe, le resserrement de la concurrence, la nécessité d'une mobilité sociale et le chômage technologique qui en découle, l'élimination progressive des petites entreprises sont devenus des impératifs de survie pour le capitalisme. Le P.C.F. devrait s'y plier ou susciter de la part des couches bourgeoises ou petites bourgeoises une opposition irréductible qui le laisserait impuissant. Mais surtout, la classe ouvrière ne pourrait plus se satisfaire de quelques miettes et tendrait à remettre en cause, comme Mai l'a prouvé, le capitalisme, et il est probable qu'à l'heure où les régimes bureaucratiques connaissent une crise d'une gravité sans précédent, elle contesterait tout autant une société contre laquelle les travailleurs hongrois et polonais se sont révoltés avec la résolution que l'on sait.

Il en résulterait un approfondissement de la lutte de classes dont le premier trait serait qu'une large fraction de la classe ouvrière se détacherait du P.C.F. Les conditions dans lesquelles il pouvait, en 1945, participer au pouvoir sont définitivement dépassées : après quatre ans d'une guerre particulièrement meurtrière dont le prolétariat sortait brisé, le P.C.F. parvenait à maintenir deux années durant les travailleurs dans la plus grande soumission à la politique bourgeoise de reconstruction de l'appareil de production. Le poids très élevé de la petite bourgeoisie rendue pour un temps admirative du « Parti des 10.000 fusillés » et du meilleur auxiliaire du capitalisme, le faible niveau de conscience des travailleurs permettait au P.C.F. de rester dans l'orbite de la bourgeoisie française. Les premiers mouvements sociaux et les débuts de la guerre froide devaient le contraindre à quitter le gouvernement.

Toute la théorie du P.C. pour prouver qu'en Mai une crise révolutionnaire ne pouvait être ouverte, repose sur la reproduction imaginaire des conditions qui lui ont permis d'accéder au pouvoir durant cette période. Ces conditions sont pour lui : l'œil favorable de la bourgeoisie et l'apathie de la classe ouvrière.

### LE P.C.F. ET LA CLASSE OUVRIERE

Après Mai, les contradictions résultant de la position du P.C.F., ont engendré des désaccords au sein de l'appareil : la question tchécoslovaque servit d'exutoire. Mais, entre les critiques de la base et les oppositions de sommet, il y a une différence de nature : alors que les positions de Garaudy et de J. Thorez-Vermeersch ne sont que des expressions du carriérisme, celles qu'expriment des militants révèlent une plus grande difficulté pour le P.C.F. à maintenir la lutte de classes dans les limites stériles de mouvements symboliques. Mais si la base n'a trouvé d'autres porte-paroles qu'un arriviste par trop compromis avec bourgeois et catholiques et qu'une stalinienne attardée, ce n'est pas le simple effet d'une dictature du bureau politique. Si pendant Mai-Juin, la plupart des militants du P.C. ont appliqué les consignes de limitation du mouvement à la revendication économique, de blocage de l'entrée des usines pour éviter tout contact des travailleurs avec les étudiants révolutionnaires, de combat contre les jeunes ouvriers qui s'oposaient à la reprise, ce n'est pas le simple fait d'une direction isolée et traître. Si au-delà même des élections, la propagande du P.C. et de la C.G.T. contre les « gauchistes » peut se traduire par la dénonciation policière et le « cassage de gueule », la cause ne réside pas uniquement dans un « bourrage de crânes ». Si, surtout, la masse des travailleurs a laissé au P.C. dans la majorité des cas, la direction de la grève et des occupations, après même avoir désavoué Séguy pour les accords de Grenelle et avoir contraint la C.G.T. a reprendre le mot d'ordre de « gouvernement populaire », puis a accepté la reprise et enfin participé aux élections, c'est le fait d'une immaturité de la classe ouvrière et non de la traîtrise d'une mauvaise direction. Cette immaturité que le P.C. a contribué à entretenir et sur laquelle il a pu se maintenir jusqu'ici, trouve son origine dans la place même des travailleurs dans la production.

Quarante ans d'échecs du mouvement ouvrier, de révolutions vaincues, de grèves partielles, de domination du stalinisme ont certes réduit les formations révolutionnaires à des groupuscules ; mais les causes essentielles du retard historique de la conscience révolutionnaire sont : l'apparition d'un capitalisme capable d'augmenter les salaires, la hiérarchisation de la classe ouvrière, la disparition de la qualification professionnelle, le remodelage de la structure du prolétariat. Tout cela a conduit la lutte de classes dans les ornières que sont les mouvements symboliques, les pétitions et les manifestations promenades. De plus, l'idéologie bourgeoise a considérablement entamé la conscience des travailleurs (1).

Le P.C. trouve aujourd'hui sa base sociale dans les larges couches pour qui le socialisme n'est qu'un mieux-être caractérisé par l'élévation du niveau de vie, la rémunération selon la « valeur » du travail et la disparition des grosses fortunes La pratique politique du P.C., même limitée, souvent impuissante, correspond pour elles aux intérêts des travailleurs dans tous les aspects de la vie sociale, depuis les mairies où les communistes se font élire sur un programme de construction d'écoles et de piscines jusqu'au Parlement où le P.C. est le seul à représenter une opposition.

Cependant, la situation qui a permis au P.C. de conserver une base ouvrière et de pratiquer une politique d'intégration au capitalisme va trouver dans la période qui s'ouvre sa limite historique.

### VERS UNE REFORMISATION COMPLETE ?

Ce qui fait obstacle jusqu'à présent à la réformisation complète du P.C. et l'a empêché de jouer le rôle d'un parti réformiste, c'est son attachement inconditionnel à l'URSS et le fait que dans tous les pays où les partis staliniens sont parvenus au pouvoir, cela s'est terminé par l'expropriation totale de la bourgeoisie et souvent même par sa liquidation physique. De même qu'à l'échelle internationale il y a toujours un antagonisme entre l'impérialisme et la bureaucratie, de même pour la bourgeoisie française, le P.C.F. est toujours un parti qui, prenant appui sur les luttes ouvrières vise à modeler une société d'où elle serait exclue comme classe dirigeante. Voilà pourquoi, même s'il lui est fort utile tant qu'il reste dans l'opposition, le P.C.F. ne présente actuellement pas le même intérêt que le parti travailliste qui, lui, a un passé irréprochable de « gérant loyal du capitalisme », voilà pourquoi la petite-bourgeoisie, si elle accepte la défense réactionnaire que lui offre le Parti en période calme, l'abandonne dans une phase de luttes sociales.

Or, il est probable que, depuis plusieurs années déjà, un courant est né au sein de l'appareil communiste réclamant quelqu'indépendance par rapport à la Russie, de façon que le P.C. n'apparaisse plus aux yeux de la petite-bourgeoisie et de la social-démocratie comme la marionnette, néanmoins « effrayante » qu'il était et puisse mener, enfin, une politique réformiste cohérente.

C'est ainsi que s'est timidement engagé un processus, matérialisé d'abord par la protestation d'Aragon lors du procès Siniavsky-Daniel et qui vient sans doute de s'accélérer après Mai et l'affaire tchécoslovaque. Là encore c'est Aragon qui a pris la plume et même engagé une polémique avec les idéologues russes. Et ce n'est sans doute pas un hasard si Garaudy n'a eu qu'un blâme pour ses déclarations tonitruantes, alors que la démission de J. Thorez-Vermeersch a probablement été accueillie avec quelque soulagement.

L'hypothèse la plus probable, quant à l'évolution du P.C.F. dans les années qui viennent, est qu'un « sous-Bernstein » — Garaudy en l'occurrence — somme l'appareil de se donner enfin les moyens de la politique qu'il vise et ne parvient pas à mener, depuis que le modèle de société stalinien s'est évanoui en fumée, c'est-à-dire de rompre les liens qui le rattachent encore à la Russie et qui, suscitant la méfiance de la bourgeoisie, entravaient jusqu'ici sa marche vers une intégration totale à la « vie politique nationale ». Ce faisant, le P.C.F. pourrait alors apparaître, dans une période de difficultés pour le capitalisme, comme un partenaire tout à fait acceptable aux yeux des représentants du grand capital. Il viendrait ainsi combler un vide politique : après les échecs répétés des formations bourgeoises et petite-bourgeoises de gauche pour créer un parti de type « travailliste », le P.C.F. pourrait peut-être cristalliser autour de lui ces « forces de progrès » (!) et donner naissance à un parti réformiste d'un style nouveau qui installerait la France dans un bipartisme rassurant.

Mais il est certain qu'une telle transformation ne pourrait se faire sans heurts, qu'elle ne serait pas sans risques. Il faudrait d'abord se résoudre à se séparer de la vieille garde stalinienne qui peut difficilement se reconvertir ; mais c'est surtout dans les cellules ouvrières et au sein de la base de la C.G.T. que la situation pourrait rapidement devenir explosive. Il y a dix ans les stratèges du bureau politique pouvaient dormir tranquilles : les militants révolutionnaires étaient en nombre infime, peu implantés dans le prolétariat et leurs querelles pouvaient servir à alimenter les calomnies venimeuses des bureaucrates. Aujourd'hui, s'ils sont toujours minoritaires et divisés, les groupes révolutionnaires se sont néanmoins réellement développés, ont établi à l'occasion des luttes de Mai des liaisons avec les jeunes travailleurs, et montré la paralysie politique qui caractérisait le P.C.F. : le mythe du dangereux farfelu gauchiste payé par les flics s'est effondré, et l'anti-bureaucratisme n'était pas le trait le moins intéressant du mouvement déclenché par la jeunesse ouvrière.

Par conséquent si le Parti empruntait cette voie, il devrait également se résoudre à perdre la partie la plus active de ses militants, mais cela ne signifierait pas pour autant sa fin. Il est à peu près certain qu'il garderait une base ouvrière et, par le biais de la C.G.T. il pourrait sans doute maintenir son emprise sur de nombreux travailleurs. D'autre part, il se gagnerait sûrement de façon définitive le concours de la petite et moyenne bourgeoisie si inconstante jusqu'ici à son égard.

Mais, face à un capitalisme concentré et puissant, récupérant par une augmentation de la productivité les hausses de salaires qu'il est contraint d'accorder, faisant sentir dans tous les compartiments de la vie sociale la pression accrue de l'Etat, où la lutte de classe tend à dépasser le cadre traditionnel et à porter les travailleurs à un niveau de conscience et de combativité supérieurs, la politique de collaboration du P.C., sa social-démocratisation si elles satisfont l'appareil et une grande partie des couches de fonctionnaires et d'employés du Parti, ne peuvent que dessiller les yeux des militants ouvriers. Mai, en manifestant cette divergence d'intérêts entre la direction et la base ouvrière, a tracé la vraie ligne de démarcation. Des signes apparaissent qui ne trompent pas : en Mai et Juin de nombreux travailleurs ont déserté l'activité antigauchiste du Parti pour rejoindre les militants révolutionnaires engagés dans une lutte réelle ; ils ont certes depuis réintégré, bien qu'avec réticence, les rangs du P.C. ; il n'en reste pas moins que la grève générale est apparue comme la négation même de la politique du P.C., que, depuis, beaucoup de Comités d'action se sont maintenus, que les groupes révolutionnaires se sont développés et bien que leur implantation ouvrière reste faible, ils peuvent représenter un pôle d'attraction réel pour les militants communistes qui persistent pour l'instant à défendre le Parti à coup de silences gênés.

Dans la période qui s'ouvre et qui sera marquée par des affrontements sociaux de plus en plus durs, le P.C., forme extrême de la bureaucratisation du mouvement ouvrier, apparaîtra aux yeux de tous comme l'ultime rempart du capitalisme. En 1958 le P.C.F. perdait ses voix au profit du gaullisme, la classe ouvrière refusait de se battre pour défendre la IVème République moribonde. En 1968, la petite-bourgeoisie affolée l'a abandonné à son tour, mais aussi, ce qui est nouveau une partie de la classe ouvrière en s'abstenant aux élections a montré qu'une brèche pouvait s'ouvrir dans l'emprise stalinienne. Il appartient aujourd'hui aux révolutionnaires de dépasser une politique stérile d'« entrisme » et de « fronts » incohérents pour offrir une perspective claire et les moyens d'y parvenir, à ceux que Mai a fait redevenir communistes. Les conditions sont maintenant données pour que se constitue hors du P.C. une organisation révolutionnaire qui tentera de mener la lutte contre le capitalisme jusqu'à son terme.

---

(1) Cette cohabitation d'une conscience de classe élémentaire et des héritages de la pensée bourgeoise, le P.C.F. l'exprime à tous les niveaux : *défense de la famille* que le capitalisme détruit tous les jours, posant par là même les bases d'une critique plus profonde des rapports sociaux ; *défense du « bon travailleur » indispensable* à l'entreprise alors que c'est précisément la disparition de l'ouvrier classique qui fonde la perspective révolutionnaire ; *défense de la hiérarchie* selon la valeur alors que le capitalisme fait apparaître qu'elle est une des sources de son pouvoir ; défense du patriotisme alors que le capitalisme a déjà posé les bases de l'internationalisme prolétarien.

# LE MOUVEMENT ETUDIANT

(SUITE DE LA PAGE 1)

personnalités extérieures dans les conseils (qui va de 1/6 à 1/3), l'intervention du grand patronat régional et tendra à susciter une concurrence entre les facultés des différentes régions où se fait sentir l'influence de tel secteur ou de telle entreprise de l'industrie ou du commerce.

La participation des étudiants et des professeurs à ces conseils ne peut donc que servir de couverture aux difficultés du gouvernement et au caractère de classe de l'université. Le principal objectif de la participation est de faire gérer par les étudiants et les enseignants la pénurie de l'université et de les rendre ainsi solidaires d'un système dont le but avoué est de fournir à l'économie capitaliste les cadres dont elle a besoin.

Les conseils de gestion s'opposent donc directement aux formes d'organisation que se sont données les étudiants et les enseignants pendant le mouvement — les assemblées générales — qui étaient parvenues dans les faits à acquérir un pouvoir de décision dans certains domaines (voir la lutte sur les conditions de passage des examens), qui avaient refusé dans bien des cas le maintien de la hiérarchie, le clivage enseignants-étudiants, et qui constituent la forme la plus directe d'expression des intérêts et des aspirations des étudiants et des enseignants.

## SYNDICAT DE TOUS LES ETUDIANTS OU MOUVEMENT POLITIQUE ETUDIANT ?

Face à cette situation, quelle est la réponse des militants du mouvement étudiant ?

Le congrès de l'U.N.E.F. est apparu aux yeux de la population comme une assemblée où personne n'arrivait à s'entendre. Ce congrès devait porter essentiellement sur la transformation des structures de l'U.N.E.F. pour faciliter la participation de la base et le contrôle sur la direction, mais les responsables en place n'ont rien proposé à ce sujet ; ils semblaient, au contraire, vouloir maintenir les anciennes structures et se sont livrés à des manœuvres assez lamentables pour maintenir l'ancien bureau, alors que les Comités d'Action réclamaient l'élection d'un collectif provisoire à la direction, rassemblant toutes les tendances qui avaient soutenu le mouvement de Mai.

Le débat « UNEF syndicat de masse » ou « UNEF mouvement politique de masse » n'a pas été tranché. Bien que le Bureau (tendance P.S.U.) et les Comités d'Action se soient trouvés d'accord, en principe, pour faire de l'UNEF un mouvement politique de masse, face aux partisans du syndicat de masse (A.J.S. et U.E.C.), le congrès s'est terminé en pleine confusion.

Cette confusion cependant ne doit pas cacher l'importance d'un tel débat pour l'avenir du mouvement étudiant en France.

La conception selon laquelle l'UNEF devrait jouer le rôle d'un syndicat étudiant de masse est à notre avis insoutenable ne serait-ce que pour deux raisons : la composition sociale du milieu étudiant et les conditions spécifiques de la lutte étudiante. L'une et l'autre raison font qu'une partie importante des étudiants (peu importent les pourcentages) se placera toujours du côté de l' « Ordre », alors que, de son côté, la partie prête à s'organiser pour agir ne se limitera pas aux revendications matérielles, mais sera portée à développer une critique radicale débouchant sur le terrain politique.

Même si pour prendre une carte de l'UNEF il n'est pas nécessaire de se déclarer formellement d'accord avec son programme, comme c'est la règle pour un parti politique, même s'il suffit d'être étudiant pour en faire partie, la vérité c'est que l'adhésion est motivée, beaucoup plus que dans le cas de l'ouvrier qui adhère à un syndicat, par les options politiques de l'organisation.

Dans ces conditions — et l'histoire de l'UNEF elle-même le prouve — parler d'un syndicat de « tous les étudiants » est une pure illusion.

Si l'on admet donc que l'UNEF ne peut être en réalité qu'un mouvement politique étudiant, dans quel sens faut-il comprendre l'expression « de masse » ? Les étudiants ne constituent plus aujourd'hui une catégorie indéfinissable d'individus isolés dont certains auraient « la possibilité » de choisir un engagement révolutionnaire, mais un groupe social qui, dans sa grande majorité, est voué à un déclassement — une prolétarisation — progressif qui l'amène à prendre conscience des contradictions de la société, du rôle de l'Etat et tend à le rendre solidaire des travailleurs, comme Mai l'a prouvé. De là le caractère de masse des actions déclenchées, dans certaines conditions, par les étudiants. De là aussi la possibilité, pour une organisation étudiante, de devenir une organisation politique de masse ,à condition cependant de ne pas reléguer au second plan les problèmes matériels des étudiants ni de se réduire à la somme des groupes politiques agissant dans le cadre de l'université.

C'est ce contenu que nous donnons à la conception « UNEF mouvement politique de masse » et c'est également pourquoi nous estimons qu'il est faux de la traduire concrètement, comme le proposent certains camarades, par « UNEF des Comités d'Action ».

En effet, si l'UNEF syndicat de masse à caractère strictement revendicatif ne permet pas de s'attaquer aux fondements mêmes de l'université bourgeoise, l' « UNEF des Comités d'Action », en excluant pratiquement de l'organisation les étudiants « non révolutionnaires » (qui ne sont pas pour autant à droite ou fascistes), ainsi que les militants de l'A.J.S. et de l'U.E.C., ne permettrait pas une large mobilisation au niveau national face à la politique universitaire du gouvernement, ni même face à la répression, ouverte ou larvée, à laquelle pourtant un grand nombre d'étudiants, même « non révolutionnaires », sont particulièrement sensibles.

Les Comités d'Action ne regroupent qu'une minorité d'étudiants, la plupart militants révolutionnaires. Ils ne sont donc pas, en tant que forme de regroupement, représentatifs d'une large fraction d'étudiants, même si, au cours du mouvement, ils ont impulsé les luttes et jouent actuellement un certain rôle. Compte tenu de la situation actuelle, les C.A., pour agir efficacement, doivent se constituer comme tendance au sein du mouvement (assemblées générales) et de l'UNEF, où ils doivent avoir pour but de dégager la signification politique des revendications matérielles dans la mesure où ils les intègrent dans une conception globale comprenant aussi la critique de l'enseignement et de la fonction de l'université et débouchant sur une perspective de lutte anticapitaliste.

## LA CRITIQUE DE L'UNIVERSITE

La critique idéologique doit être, en effet, partie intégrante du programme de lutte étudiant, car elle permet d'aller au-delà d'un simple aménagement de l'université ou même de la fameuse « démocratisation de l'enseignement », cheval de bataille de l'U.E.C. Il s'agit de mettre en évidence les contradictions du système universitaire actuel. Contradiction entre le développement d'une « main d'œuvre » qualifiée destinée à assumer les fonctions de cadre moyen, de chercheur, de technicien, etc., dont la société capitaliste a besoin, et l'incapacité de l'Etat à assurer la formation de cette main d'œuvre. Contradiction entre le rôle que la société réserve à cette main-d'œuvre, rôle d'exécutant contribuant au fonctionnement du système, et les aspirations des étudiants, « intellectuels en formation », qui sont amenés à refuser le type d'intégration que le capitalisme leur offre.

Mais comment effectuer cette critique de l'université, comment mener cette lutte idéologique sans se couper de la masse des étudiants ? Transformer les cours en assemblées politiques où l'on débattrait de questions générales telles que les problèmes internationaux, le Vietnam ou la Palestine, cela ne peut toucher qu'une petite minorité d'étudiants, ces débats rebuteraient le plus grand nombre. On doit exiger, bien sûr, la liberté de pouvoir tenir des assemblées et des meetings sur tous les problèmes qui nous intéressent, et la solidarité avec le peuple vietnamien, par exemple, en est un. Mais en rester là, ce serait considérer en fait que les étudiants ne sont pas touchés par la fonction qu'ils doivent assumer, par leur activité même au sein de l'université, qu'ils y sont indifférents, ou qu'ils sont même prêts à accepter tel quel le savoir qui leur est diffusé. Or, il apparaît qu'à Nanterre, par exemple, les groupes d'intervention qui critiquaient les cours de sociologie américaine ont eu un impact important en ce qu'ils amenaient les étudiants à comprendre la signification du rôle qu'ils étaient destinés à assumer, et en quoi ce rôle était contraire à ce qu'ils auraient voulu faire; ils mettaient également en évidence la relation qu'il y avait entre le contenu de ces cours et la fonction du sociologue dans la société capitaliste.

Cette critique des cours ne répond pas à un besoin spéculatif, à un désir qu'auraient les étudiants d'acquérir un « surplus de scientificité », mais à un refus de devenir le simple rouage du système, ce refus étant rendu possible par un certain niveau de culture qui, quoique parcellaire, permet d'avoir des matériaux pour critiquer de façon approfondie ce système.

Or, ce refus s'exprime aussi chez les étudiants des disciplines scientifiques proprement dites (Médecine, Mathématiques, Physique, Biologie, etc.). Bien que dans ces disciplines ils paraisse difficile sinon impossible de critiquer le contenu même des cours, de faire la liaison entre ces sciences, leur développement, l'orientation des recherches, d'une part, et le cadre économique et social dans lequel elles se situent d'autre part, cela peut apparaître nécessaire pour un certain nombre d'étudiants. La science n'est en effet plus considérée comme le domaine d'une recherche désintéressée, indépendante de la société. Certains étudiants ressentent alors le besoin de poser le problème de la finalité de ces sciences, des découvertes scientifiques, de poser le problème du rapport des sciences avec les besoins et les capacités créatrices des hommes. Il ne s'agit pas d'un problème purement philosophique, mais d'un problème politique, car il peut amener à dévoiler en quoi les intérêts de la société capitaliste se révèlent contradictoires aux intérêts de la majorité de la population. Ce travail de critique du contenu de l'enseignement permet de sensibiliser un bon nombre d'étudiants dans la mesure où ils se sentent concernés par le sens même de leur activité. Ce travail de critique des cours, *qui n'est qu'un aspect de la critique de la fonction de l'université,* permet également de poser le problème du rapport enseignants-étudiants, en ce que les professeurs ne sont plus jugés en fonction des diplômes qu'ils possèdent, mais en fonction du contenu même de ce qu'ils disent, en somme en fonction du rôle qu'ils choisissent d'assumer. On ne peut en effet affirmer qu'un professeur, quel que soit le contenu de ses cours, assure un rôle répressif ; la nature de son rôle se définit par rapport à ses choix politiques, à savoir : aider les étudiants à faire la critique de la culture bourgeoise ou bien diffuser cette culture sans donner aux étudiants la possibilité de la critiquer.

## LA LIAISON AVEC LES TRAVAILLEURS

Il semble pourtant que, dans cette perspective de critique idéologique et de revendications matérielles, les étudiants soient condamnés à rester isolés. Comment intégrer la lutte des étudiants dans la lutte de l'ensemble des producteurs exploités contre la société capitaliste ? Telle est la question que se posent tous les militants.

Mai a mis en évidence un certain parallélisme entre la lutte des étudiants dans l'université et la lutte des travailleurs au sein de leurs entreprises : contestation des conditions et de l'organisation du travail, de la hiérarchie et de la discipline imposée, remise en cause de la nature et du but même de leur activité. Tout cela n'a pas été formulé et compris clairement par tout le monde, c'est sûr, mais le sens profond des deux mouvements, celui des étudiants, celui des ouvriers était le même : opposition aux structures oppressives de la société, volonté de changement.

En l'absence de luttes ouvrières d'envergure, la jonction étudiants-travailleurs paraît difficilement réalisable. De plus, la bureaucratie syndicale et politique qui représente officiellement la classe ouvrière continue de former un solide écran.

Cela ne signifie pourtant pas que la situation soit redevenue celle d'avant Mai.

Quel que soit actuellement le degré de combativité des travailleurs, leur attitude, en particulier parmi les jeunes, a considérablement changé, du moins dans certains secteurs et entreprises. Mai a ouvert les yeux de beaucoup, les idées reçues ne sont plus acceptées, les mots d'ordre sont soumis à discussion, les « nouveautés » ne font plus peur, les grands dirigeants ont cessé d'être infaillibles.

Dans ces conditions, il s'agit d'abord d'établir les liens les plus étroits possibles entre les éléments les plus conscients des étudiants et des travailleurs. Ces liens ne s'établiront pas seulement en faisant que les étudiants se mettent au service des travailleurs pour les soutenir dans telle ou telle grève, dans telle ou telle action. De nombreux travailleurs éprouvent eux aussi le besoin de savoir ce qui se passe dans les facultés, ce que les étudiants critiquent et pourquoi ils le critiquent. Le caractère violent des luttes étudiantes dans tous les pays, la revendication du « pouvoir ouvrier » ou du « socialisme » qui surgit au cours de ces mouvements déclenchés par des gens qui ne sont pas des ouvriers, les amène à se poser énormément de questions, à se demander ce qu'est le socialisme, la gestion de la production par les travailleurs, le rôle des intellectuels et des techniciens.

L'organisation de discussions entre travailleurs et étudiants sur tous ces sujets, par le canal des comité d'action étudiants et des comités d'action d'entreprise en particulier, est une tâche essentielle à laquelle le mouvement étudiant devrait consacrer une partie importante de ses forces. Par ailleurs, l'organisation d'une large campagne d'information et d'explication auprès des travailleurs par tracts, affiches, réunion, prises de parole doit être également envisagée. Elle est actuellement absolument nécessaire pour combattre les mensonges de la presse et les calomnies des bureaucrates syndicaux et politiques qui ont pour effet d'isoler les étudiants et les rendre « suspects » aux yeux d'une bonne partie de la classe ouvrière.

***

Les conditions pour l'intégration des luttes étudiantes aux luttes des travailleurs, c'est le capitalisme qui les crée en transformant la vie et l'avenir des étudiants, en modifiant la structure du prolétariat lui-même, en afflaiblissant les bases mêmes de l'influence des bureaucraties politiques et syndicales. Qui se serait attendu avant Mai à voir flotter en même temps le drapeau rouge à la Sorbonne et à Billancourt ? à voir des travailleurs entrer dans les amphis pour y discuter avec des étudiants ?

C'est cette évolution qui justifie les tâches actuelles du mouvement étudiant révolutionnaire :

— Refuser la participation.

— Maintenir les formes d'organisation autonomes de base, assemblées générales qui garantissent le contrôle étudiant.

— Mener simultanément la lutte pour les revendications matérielles, et la critique idéologique de l'université et de la culture bourgeoises.

— Exiger et défendre les libertés politiques, et trouver des moyens de riposte pour chaque forme de répression.

— Consolider et élargir les liaisons avec les travailleurs.

— Affirmer la solidarité avec les étudiants et les travailleurs en lutte des autres pays, et avec les peuples opprimés par les impérialismes.

# UNIVERSITE, LYCEES : LUTTES POUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL ET LES LIBERTES POLITIQUES

## michelet : ni Rieu ni maître

Au lycée Michelet à Vanves (Hts-de-Seine), les réunions du conseil d'administration sont présidées depuis sa formation (fin du premier trimestre) par l'inspecteur d'Académie Rieu. Composé de deux collèges de professeurs (7 pour la liste S.N.E.S. - S.G.E.N. - S.N.E.P., 5 pour la liste S.N.A.L. - Autonome), un collège de surveillants, un collège d'agents, un collège d'administrateurs, un collège d'élèves (7 C.A.L. sur 8), deux collèges de parents d'élèves (6 pour la fédération Armand, 2 pour la fédération Cornec) (1) et de cinq personnalités cooptées, le conseil a été convoqué par télégramme le mardi 21 janvier pour le lendemain matin 8 heures, sans qu'un ordre du jour ait été fixé.

Rieu justifia la réunion par l'annonce, dans la presse, de conférences et de projections de films, devant avoir lieu dans la soirée du mercredi et dont l'autorisation avait été demandée « in extremis » ; il indiqua nettement que le conseil devait prendre des mesures pour assurer l'ordre dans l'établissement — ce qui limitait toute possibilité de débats — et qu'éventuellement il ferait appel à la police. Un groupe d'élèves ayant à deux reprises fait irruption dans la salle, Rieu, malgré l'avis de trois membre du conseil, refusa de délibérer tant que les élèves resteraient aux abords et leva autoritairement la séance en annonçant qu'il prendrait lui-même « les mesures nécessaires ».

Dans l'après-midi, alors qu'un groupe d'élèves était reçu par l'administration pour demander que la projection des films ait lieu, des « appariteurs » du Rectorat pénétrèrent dans la cour d'honneur ; à 17 heures, les C.R.S. chargèrent, matraquèrent dans le réfectoire des enfants de 10 à 13 ans, pourchassèrent les externes dans les dortoirs et en emmenèrent une vingtaine ainsi que deux professeurs à Beaujon.

Dans la journée du jeudi les enseignants du S.N.E.S., S.G.E.N., S.N.E.P. décidèrent de ne pas assurer leurs cours le vendredi 24 et, avec la fédération Cornec, élevèrent une protestation contre les agissements de Rieu et de la police, demandant qu'une réunion se tînt, hors de la présence de l'inspecteur, le samedi. Le vendredi les représentants des élèves, après avoir consulté leurs camarades, décidaient d'adopter la même attitude. En même temps une délégation syndicale était reçue successivement au ministère, pour l'informer de la situation, au Rectorat et à l'administration du lycée, pour proposer un ordre du jour et demander au chef d'établissement de prendre la présidence du conseil.

Vendredi soir on apprenait que le proviseur « avait demandé un congé d'un mois ». Son remplaçant par intérim reçut les différents collèges samedi matin ; à l'issue de cet entretien, les représentants de la fédération Armand ont refusé de siéger à la réunion prévue pour lundi 8 heures, allégant qu'elle se tenait pendant les heures de travail, en fait n'acceptant pas l'ordre du jour (2).

Ces événements, comme ceux de Vernon, montrent jusqu'à l'évidence que la bourgeoisie n'acceptera jamais l'introduction de la politique dans les lycées et que les C.A.L. doivent mobiliser toutes les énergies pour dévoiler la nature répressive des institutions mises en place par la réforme et mener le combat pour la liberté d'expression politique à l'intérieur des établissements scolaires. Ce problème va devenir, dans les mois qui viennent, un des axes principaux de lutte, autour duquel il sera possible de regrouper ceux qui veulent prendre en mains leur propre sort.

(1) Fédération Armand : droite ; Fédération Cornec : Laïque.

(2) Ordre du jour :

— Liberté d'information pour les élèves ;

— Liberté d'expression pour les professeurs dans leurs classes.

— Organisation d'un foyer socio-culturel.

## vernon rouen : répression

La répression cerne de plus en plus les militants qui, après s'être trop manifestés en mai, refusent le bluff de la participation. L'éducation nationale n'est pas épargnée : hier c'était Chaptal et les lycéens de Bordeaux, aujourd'hui Rouen et Vernon.

A Rouen, un chargé de cours à la Faculté des Lettres n'a pas été réintégré dans ses fonctions ; la section philo a fait grève pendant deux mois. Au lycée technique Blaise-Pascal un technicien supérieur a été renvoyé. Les comités d'action de l'A.G.E.R. (U.N.E.F.) appellent les étudiants à la grève pour le mardi 14 janvier. Au meeting qui suit une motion est adoptée exigeant la réintégration immédiate des professeurs déplacés (déjà le technicien supérieur, grâce à la mobilisation des étudiants, a pu regagner son poste). Cette motion devait être portée au Rectorat par tous les étudiants, mais, le cortège fut durement matraqué par la police. Le mot d'ordre scandé par les étudiants : « Participation = répression », ne peut plus passer pour une simple vue de l'esprit ; les illusions sont dissipées.

L'affaire de Vernon est plus complexe et plus lourde de menaces aussi. Cette fois c'est un maître auxiliaire, qui, en raison de ses activités militantes, a été muté sous prétexte de faute professionnelle grave, et les responsables syndicaux ont admis cette thèse.

Les faits ont été clairement exposés dans « Le Monde » par Sartre, dont le livre, « Le Mur », avait servi de pièce à conviction : abonner des élèves de 16 à 18 ans au « Monde », organiser des débats sur les événements actuels, et faire lire Sartre, voilà ce que des parents — membres des C.D.R. menés par le député Tomasini — le Recteur, l'Inspecteur, l'administration du lycée, les responsables du S.N.E.S., et quelques professeurs considèrent comme une faute professionelle grave !

Tous ces gens se sont couverts de ridicule, d'autant plus que la riposte des élèves a été radicale. Insensibles, et pour cause, aux accusations d'incapacité pédagogique qui les privaient d'un professeur avec lequel ils apprenaient quelque chose, les 500 collégiens et lycéens se mettent en grève pour exiger la réintégration de leur maître, et loin de rester sur un terrain purement défensif comme à Chaptal ou à Bordeaux, leur critique s'élève rapidement au niveau politique.

L'administration locale, rectorale et ministérielle est prise à partie, le C.A.L. explique comment la politique en milieu universitaire s'inscrit dans une dynamique qui englobe aussi le monde du travail ; il dénonce la véritable fonction de la participation en élisant un comité de grève révocable tous les jours, et substitue aux institutions de type parlementaire bourgeois (délégués de classe au conseil d'administration), des structures originales en milieu lycéen, puisque c'est l'assemblée générale qui définit la ligne d'action et doit veiller à son application.

Ces structures permirent aux grévistes de réagir violemment à l'intervention d'un responsable du S.N.E.S. qui voulait faire reprendre aux élèves le chemin de leurs classes. C'est ainsi que, peut être confusément, ils ont compris le sens et la portée des actions légalistes et parlementaires des bureaucrates syndicaux.

Pourtant, s'ils ont su déclencher et organiser la grève sans leurs professeurs, les lycéens et collégiens n'ont pas su la continuer sans eux ; prisonniers du mythe de la nature et de la fonction du professeur, les grévistes croyaient qu'à leur action viendrait s'ajouter celle « très respectable », du corps enseignant.

Au lieu de réagir immédiatement, les professeurs envisagèrent d'abord une série de démarches « diplomatiques », par la médiation de leurs « représentants », auprès du chef d'établissement et du Rectorat d'une part, devant le conseil d'administration d'autre part, enfin devant une commission paritaire dont on attend encore les conclusions. Cherchant à gagner du temps, hésitant, ils votèrent puis annulèrent le préavis de grève, qui leur aurait été arraché par des meneurs « gauchistes » ; enfin, en soupirant, ils remirent le sort de leur collègue entre les mains des élus syndicaux, venus en toute hâte à Vernon, pour préserver « les acquis de Mai » en général, et la loi d'orientation en particulier, contre les menées trop violentes des « contestataires ».

De plus, ces « éducateurs de la jeunesse » déchaînèrent leur agressivité contre les élèves qui avaient la prétention de donner des leçons à ces individus majeurs que sont les professeurs...

Les responsables syndicaux essayèrent par tous les moyens de faire cesser la grève et de limiter le mouvement à l'établissement de Vernon et au S.N.E.T. Le retour au calme étant, affirmaient-ils, nécessaire au succès de leurs négociations ! Le S.N.E.S., de son côté, un moment désarçonné par l'action militante de certains de ses membres, se ressaisit rapidement. Les dirigeants se mirent à discuter autour du tapis vert avec Monsieur le Recteur, s'efforçant de lui faire comprendre que les motifs invoqués pour la mutation du professeur étaient **maladroits !**

On en est là. L'affaire s'ébruite, des sections de base s'émeuvent et demandent des explications, mais le professeur n'est toujours pas réintégré.

L'affaire de Vernon démontre aux militants révolutionnaires la nécessité de se regrouper et de ne pas se contenter de militer à l'intérieur des syndicats dont les dirigeants ne sont même plus capables de défendre la garantie de l'emploi. Contre la répression il faut rompre le cloisonnement administratif et syndical et trouver des structures organisationnelles permettant de mieux organiser la lutte : comités d'action par exemple.

## vincennes : conditions de travail

La presse, les radios, la télé nous disent : « Les étudiants brisent le mobilier », « Ils déclenchent un incendie » (France-Inter) ; « Ils détruisent l'équipement universitaire de Vincennes » (« L'Humanité ») ; « Des milliers de NF de dégâts » (« Le Monde ») ; « Il y a 155 millions de dégâts à Vincennes » (Deloffre, professeur tristement célèbre).

Le journal sérieux et libéral « Le Monde » parle « d'infantilisme ». Les étudiants sont présentés comme des vandales et des irresponsables.

Pourtant, le responsable du matériel de la faculté de Vincennes déclare à l'assemblée générale : « Aucun appareil n'a été détérioré par les étudiants ». De plus, le feu a été mis aux rideaux par les grenades lancées par la police. (D'après un tract du C.A. Vincennes).

L'agitation, partie des lycées, s'est étendue aux facultés : jeudi après-midi les étudiants de la Sorbonne occupent le Rectorat et posent devant l'opinion le problème des bourses (critères d'attribution, suppression, etc.), réclamant une augmentation de 15 % et le paiement immédiat : la presse bourgeoise monte en épingle la dégradation du tableau représentant Richelieu.

Même opération pour Vincennes : la presse masque les revendications propres à la faculté, alors qu'une grève avait été décidée avant que soit soulevé le problème de la solidarité face à la répression policière. Le 24 janvier, l'assemblée générale des étudiants et enseignants de Vincennes réaffirme ses revendications principales :

— Création d'un nombre de postes d'enseignants proportionnel au nombre d'étudiants, l'encadrement étant dérisoire (240 prof. pour 9.300 étudiants).

— Mise en chantier de nouveaux locaux.

— Refus de limitation des inscriptions.

— Ouverture aux travailleurs.

— Inscription des Ipesiens.

— Inscription non sélective.

— Création d'une crèche et d'une maternelle coordonnées, ouvertes aux usagers de la faculté (étudiants, enseignants, personnel administratif et technique).

Toutes ces revendications propres à Vincennes sont évidemment liées à une lutte pour l'exercice effectif des libertés syndicales et politiques à l'intérieur de l'université. Ce faisant les étudiants démystifient Vincennes « la faculté pilote », « le paradis », etc.

La seule réponse du gouvernement c'est la police partout : Michelet, Saint-Louis, Sorbonne et finalement, l'assaut donné à Vincennes dans la nuit de jeudi.

Vendredi 18 h, meeting inter-facs, à la « Halle aux vins ». Les orateurs constatent que les luttes actuelles ne doivent pas être limitées à une minorité radicale et que le danger existe d'une coupure de la masse des étudiants.

Aujourd'hui, au moment où les élections aux conseils de gestion vont avoir lieu ; alors que cinq camarades étrangers risquent l'expulsion et que Faure menace d'exclusion définitive les camarades de la Sorbonne et de Vincennes arrêtés, les C.A. étudiants, en liaison avec les C.A.L. et les C.A. de quartiers, se doivent d'organiser un travail de contre-information pour lutter contre l'intoxication de la presse bourgeoise qui cherche à isoler les étudiants.

C'est seulement par une large discussion sur l'organisation du mouvement et les formes d'action adaptées à la situation actuelle que nous pourrons agir avec efficacité et éviter le risque de sombrer dans une répétition magique et rituelle de Mai, qui nous séparerait à coup sûr de la masse de la population travailleuse.


**ABONNEMENT**

**1 an (11 numéros) 10 F**

**Abonnement de soutien :**

**1 an à partir de 20 F**

**Faire les versements à**

**POUVOIR OUVRIER**

**C.C.P. 13.629-59 Paris**

**POUVOIR OUVRIER, Mensuel**
**22, rue Léopold-Bellan, Paris 2e**

**Directeur de publication responsable : Alain TROUSSON**

232, rue de Charenton, Paris-12e

Imprimerie « E.P. »